La Lettre de l'Institut d'émission

IEOM
INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

Décembre 2010

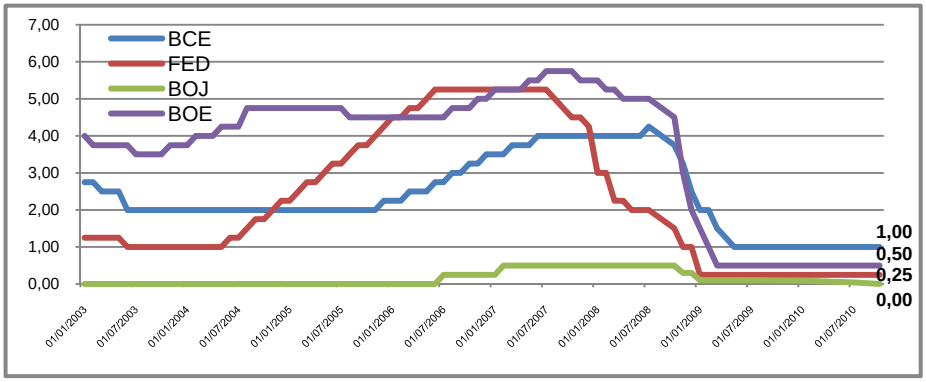
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 2 décembre 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que *«les données économiques récentes vont dans le sens d'une dynamique de fond positive pour la reprise, dans un contexte de forte incertitude et les tensions inflationnistes demeurent contenues à moyen terme»*.

Le PIB des Etats-Unis a progressé de 2,5 % en rythme annuel au troisième trimestre 2010 contre 2 % en première estimation. La Fed a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB américain pour 2011 à 3 % au lieu de 3,6 %. Le programme de rachat d'obligations pour un montant de 600 milliards de dollars fait l'objet d'une revue régulière à chaque réunion du conseil des gouverneurs de la Fed (la dernière s'est tenue le 2 décembre).



PIB

Ralentissement de la croissance du PIB en Europe et en France au troisième trimestre 2010

Selon les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé respectivement de 0,4 % et de 0,5 % au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au troisième trimestre 2009, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 1,9 % dans la zone euro et de 2,2 % dans l'UE27.

Selon les premiers résultats des comptes nationaux publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,4 % au troisième trimestre 2010 après 0,7 % au deuxième trimestre.

Chômage

Légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France et stabilité du taux de chômage au troisième trimestre 2010

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 676 800 fin octobre 2010, soit une baisse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (- 20 300 personnes). Sur un an, ce nombre croit de 1,8 % (+ 0 ,3 % pour les hommes et + 3,4 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A de 15,3 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,3 % de la population active métropolitaine au troisième trimestre 2010, inchangé par rapport au deuxième trimestre 2010. En incluant les DOM, il reste stable à 9,7 %.

Légère augmentation du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en octobre 2010 contre 10 % en septembre. Il était de 9,9 % en octobre 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en octobre 2010. Il était de 9,4 % en octobre 2009.

Inflation

Légère hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois en octobre 2010 ; sur un an, il croît de 1,5 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,8 %.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,9 % en novembre 2010, inchangé par rapport au mois d'octobre.

Asie/Pacifique

Contraction de l'activité économique au Japon

Au troisième trimestre 2010, le PIB du Japon a progressé de 3,9 % en glissement annuel, tiré par la consommation des ménages. En octobre 2010, la production industrielle du Japon a baissé de 1,8 % par rapport à septembre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,6 % sur un an en octobre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,4 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 5,1 % contre 5 % en septembre. En octobre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 7,8 % et de 8,7 % en glissement annuel et l'excédent commercial a progressé de 2,7 % en glissement annuel à 7,3 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine relève le taux des réserves obligatoires pour lutter contre la pression inflationniste

La Banque centrale de Chine a relevé le 19 novembre le taux des réserves obligatoires de 50 points de base pour le porter à 18 % afin de lutter notamment contre la pression inflationniste. En octobre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,1 % en glissement annuel contre 13,3 % en septembre. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 4 ,4 % sur un an en octobre contre 3,6 % en septembre, soit son plus haut niveau depuis septembre 2008. Hors alimentation, l'inflation est estimée à 1,6 %. En octobre 2010, les importations et les exportations ont augmenté respectivement de 25,3 % et de 22,9 % en glissement annuel. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 27,1 milliards de dollars.

Publications au Journal Officiel de la République

Changeurs manuels ; Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

L'arrêté du 22 novembre 2010 relatif à l'application du titre VI du livre V du code monétaire et financier en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publié au Journal Officiel du 28 novembre 2010.

1 - Le titre 1er concerne les dispositions de l'arrêté du 10 septembre 2009 relatives à l'activité de changeur manuel, applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

2 - Le titre II porte sur les dispositions de l'arrêté du 2 septembre 2009 relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et est applicable à Wallis-et-Futuna.

Pour mémoire, l'arrêté du 2 septembre 2009 pris en application de l'article R. 561-12 du code monétaire et financier définit des éléments d'information liés à la connaissance du client et de la relation d'affaires aux fins d'évaluation de risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Publications

Fédération bancaire française (FBF)

Quelle garantie pour vos dépôts ? La nouvelle édition du mini-guide n° 6 de la FBF est disponible en téléchargement sur :

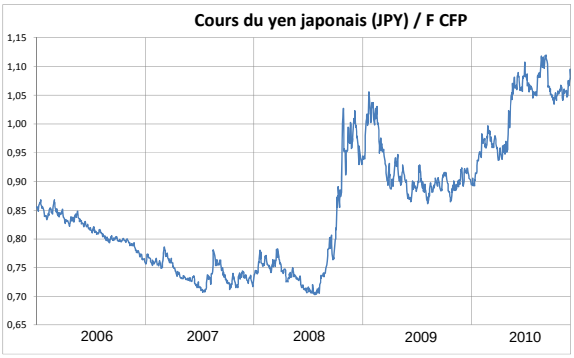
http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S?OpenDocument

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

Contraction de l'activité économique au Japon

Au troisième trimestre 2010, le PIB du Japon a progressé de 3,9 % en glissement annuel, tiré par la consommation des ménages. En octobre 2010, la production industrielle du Japon a baissé de 1,8 % par rapport à septembre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,6 % sur un an en octobre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,4 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 5,1 % contre 5 % en septembre. En octobre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 7,8 % et de 8,7 % en glissement annuel et l'excédent commercial a progressé de 2,7 % en glissement annuel à 7,3 milliards d'euros.

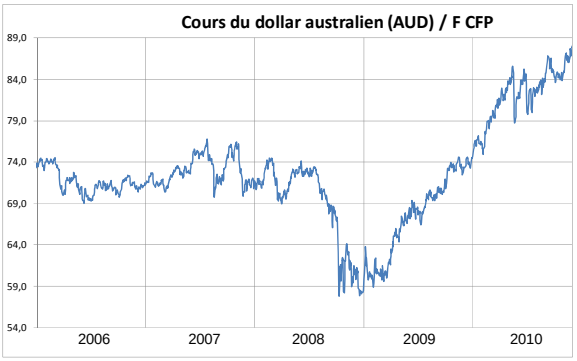


La Banque centrale de Chine relève le taux des réserves obligatoires pour lutter contre la pression inflationniste

La Banque centrale de Chine a relevé le 19 novembre le taux des réserves obligatoires de 50 points de base pour le porter à 18 % afin de lutter notamment contre la pression inflationniste. En octobre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,1 % en glissement annuel contre 13,3 % en septembre. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 4,4 % sur un an en octobre contre 3,6 % en septembre, soit son plus haut niveau depuis septembre 2008. Hors alimentation, l'inflation est estimée à 1,6 %. En octobre 2010, les importations et les exportations ont augmenté respectivement de 25,3 % et de 22,9 % en glissement annuel. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 27,1 milliards de dollars.

La banque centrale australienne laisse inchangé son taux directeur

La banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 7 décembre, de maintenir son taux directeur à 4,75 %.
L'indice des prix des matières premières calculé par la RBA a progressé de 0,9 % en novembre, après avoir baissé de 0,1 % le mois précédent. Cette hausse est imputable principalement à l'or et, dans une moindre mesure au charbon.
Le PIB australien a crû de 0,2 % au 2e trimestre par rapport au trimestre précédent et de 2,7 % sur un an.
Au 2e trimestre, le déficit de la balance des transactions courantes s'est réduit, atteignant 5,6 milliards de dollars australiens contre 16,5 milliards au 1er trimestre.



Ralentissement de la croissance du PIB Néo-zélandais au 2e trimestre

Le PIB néo-zélandais a progressé moins rapidement au 2e trimestre (+0,2 % après +0,5 %), en liaison avec le ralentissement de l'activité de l'industrie manufacturière (-4 %) et du secteur agricole (-2 %). Pour la première fois depuis le dernier trimestre 2009, les exportations de biens ont reculé de 2,5 % par rapport au 2e trimestre tandis que les importations reculaient de 3 %, permettant à la balance commerciale des biens de rester excédentaire. Le taux de chômage s'est établi au 3e trimestre 2010 à 6,4 %, soit une baisse trimestrielle de 0,5 point. La banque centrale néo-zélandaise a maintenu, le 9 décembre, son taux directeur à 3,0 %.

3 – Brèves économiques locales

Rencontre bilatérale Australie/Nouvelle-Calédonie

Une délégation de hauts fonctionnaires australiens est arrivée sur le territoire le 22 novembre pour deux jours de discussions avec leurs homologues calédoniens dans le but de renforcer la coopération entre les deux pays. Les échanges ont concerné notamment, les domaines du commerce, de la fiscalité, de l'enseignement, du transport aérien, de l'environnement et de la culture. Cette rencontre intervient après une première visite d'une délégation calédonienne à Canberra, en mars dernier, au cours de laquelle des déclarations d'intentions avaient été signées. Dans cette même optique de renforcement de la coopération de la Nouvelle-Calédonie avec ses voisins proches, Philippe Gomès, président du gouvernement, a annoncé le déplacement prochain d'une délégation calédonienne en Nouvelle-Zélande.

Premier point d'étape sur la mise en œuvre de l'accord de médiation sur les tarifs bancaires, de juillet 2010

Le nouveau Haut-commissaire, Albert DUPUY, a rencontré, le 24 novembre, les représentants des banques locales et de l'IEOM, dans le cadre d'une réunion consacrée au suivi de l'accord de médiation sur les tarifs bancaires, signé entre l'État et les banques le 9 juillet dernier, suite à la concertation souhaitée par la Ministre de l'Économie, Mme Christine LAGARDE.

Un premier bilan des engagements pris tant par l'État que par les banques, à titre individuel ou collectif, fait ressortir qu'ils ont été respectés à 90 %, trois mois seulement après la signature de l'accord. Parmi les réalisations de l'État, figure la création d'un Observatoire des tarifs bancaires des COM du Pacifique dont les premiers résultats ont été publiés par l'IEOM le 12 août (Nouvelle-Calédonie seule) puis le 5 novembre 2010 (ensemble des COM du Pacifique) http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/observatoire-des-tarifs-bancaires-125/.

Les engagements en attente concernent notamment :

- Pour l'État, l'extension au territoire des dispositions nationales encadrant certains tarifs bancaires et issues du Code de la consommation (plafonnement des frais pour remboursement anticipé par exemple) ;
- Pour les banques, la mise en place d'un service de mobilité bancaire et l'harmonisation des libellés de leurs services.

Aménagement de la réforme de la défiscalisation pour les territoires Français du Pacifique

La Commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, le mardi 9 novembre, un amendement limitant le « coup de rabot fiscal » sur la défiscalisation en faveur de l'investissement productif et du logement intermédiaire. Le projet de loi initial prévoyait, en effet, que le crédit d'impôt pour les particuliers serait réduit de 5 points, passant de 50 % à 45 %. Il sera finalement, grâce à cet amendement, limité à 48 %.
Les économies pour l'Etat, initialement envisagées à hauteur de 70 millions d'euros, seront ramenées en définitive à 28 millions. Les trois collectivités d'Outre-Mer disposeront également d'une version plus favorable du dispositif de défiscalisation « Scellier » en faveur du logement intermédiaire, créé en métropole en 2008, qui permet de déduire de ses impôts 22,5 % (et non plus 25 % avant le « coup de rabot ») du coût d'achat d'un appartement. Le nouveau dispositif pour le Pacifique réduit la durée de mise en location à 5 ans, au lieu de 9 en métropole.

Actualités du nickel

Le quatrième et dernier chargement de modules de l'usine du Nord, est arrivé au port de Vavouto en provenance de Chine, le 17 novembre dernier.

La quatrième conférence internationale du nickel s'est déroulée à Nouméa, du 15 au 19 novembre. Elle a été l'occasion, pour les différents acteurs et experts du secteur, de se rencontrer et de confronter leurs analyses. Leurs prévisions concernant l'évolution du marché et des prix sont, dans leur ensemble, favorables, au moins pour les dix prochaines années. Les nouveaux projets d'usines, sont en effet peu nombreux, au regard de la demande croissante de métal pour l'Inde et la Chine, cette dernière ne disposant pas de nickel dans son sous-sol.

Un accord prévoyant la vente d'un minimum de 4 000 tonnes d'hydroxyde de nickel, produit intermédiaire de nickel et de cobalt produit par l'usine du Sud, a été signé entre Queesnland Nickel Pty Ltd (QNPL) et Vale NC. Ce produit semi-fini devrait commencer à être exporté au cours du mois de décembre à destination de l'usine hydrométallurgique de Yabulu, déjà destinataire de la production de minerai des petits mineurs de la côte Est du territoire. D'autres clients seraient intéressés, dont la SLN à moyen terme, après la réalisation d'investissements nécessaires à la transformation de ce produit.

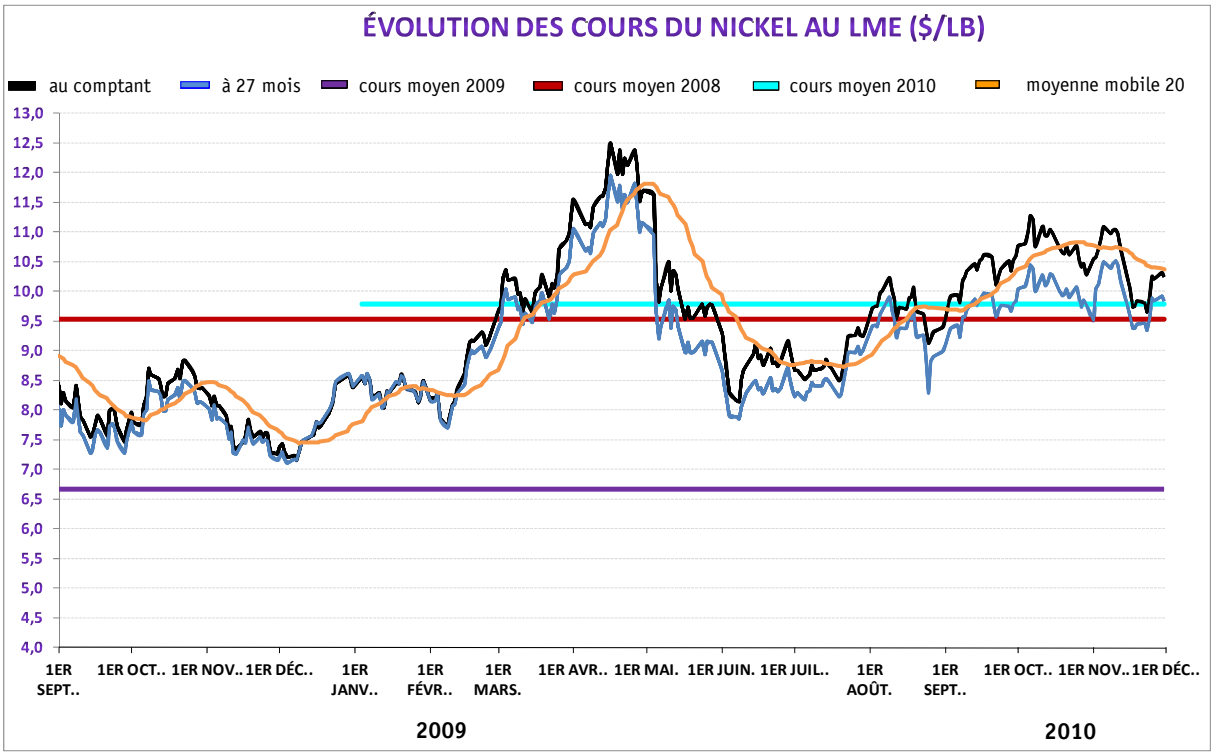
Décès de Jacques Lafleur

Personnalité et acteur majeur de la scène politique et économique ainsi que de l'histoire calédonienne de ces 30 dernières années, l'ancien député Jacques Lafleur s'est éteint le samedi 4 décembre en Australie, à l'âge de 78 ans. Il a été, avec Jean-Marie Tjibaou, un des principaux artisans et signataire des accords de Matignon de juin 1988, puis de Nouméa en mai 1998. La célèbre poignée de main entre ces deux adversaires politiques, au terme de la signature des accords de Matignon, avait été et reste un symbole fort, ayant contribué à la réconciliation des communautés calédoniennes, ouvrant ainsi une période durable de paix et de dialogue.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		nov.-10	135,5	-0,1%	2,9%
Nombre de demandeurs d'emploi		oct.-10	6 602	-5,4%	-7,3%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	oct.-10	9 337	-1,6%	23,3%
	cumulées	oct.-10	99 444	-	47,5%
Importations	mensuelles	oct.-10	23 490	-40,9%	15,4%
	cumulées	oct.-10	232 852	-	28,4%
SECTEURS D'ACTIVITE			**Données brutes**	**var.mensuelle**	**gliss. annuel**
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		nov.-10	10,39	-3,8%	34,9%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		nov.-10	909,24	-1,9%	47,5%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	oct.-10	429	23,5%	3,1%
	cumulées	oct.-10	3 525	-	33,4%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	oct.-10	4 499	-2,8%	34,7%
	cumulées	oct.-10	46 095	-	7,6%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	oct.-10	11 041	11,7%	20,9%
	cumulés	oct.-10	79 000	-	-3,6%
• Nuitées	mensuels	sept.-10	44 117	3,9%	-4,7%
	cumulés	sept.-10	382 158	-	-11,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		sept.-10	61,20%	+ 5,4 pts	+ 2,3 pts
• Croisiéristes	cumulés	oct.-10	147 756	-	34,8%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	nov.-10	13 773	-0,7%	17,1%
	cumulées	nov.-10	148 645	-	15,4%
• Index BT 21 (p)		oct.-10	133,32	-0,2%	2,4%
• IRL (p)		oct.-10	108,98	0,2%	0,0%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	oct.-10	0	-100,0%	-100,0%
	cumulées	oct.-10	737	-	-31,7%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	oct.-10	0	-100,0%	-100,0%
	cumulées	oct.-10	1 011	-	-23,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	oct.-10	582	5,6%	-15,0%
	cumulées	oct.-10	6 063	-	0,5%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	oct.-08	oct.-09	oct.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	12 491	12 961	14 002	3,8%	8,0%
Dépôts à vue	167 053	190 346	216 794	13,9%	13,9%
Total M1	179 544	203 307	230 796	13,2%	13,5%
M2-M1	71 839	87 220	89 452	21,4%	2,6%
Total M3	404 155	433 384	488 800	7,2%	12,8%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-08	sept.-09	sept.-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises (p)	333 030	364 064	394 904	9,3%	8,5%
Ménages (p)	295 374	317 175	349 717	7,4%	10,3%
Collectivités locales (p)	38 913	35 134	52 605	-9,7%	49,7%
Autres agents de CCB non ventilés (p)	10 082	9 985	3 964	-1,0%	-60,3%
Total encours sain (p)	677 399	726 359	801 191	7,2%	10,3%
Créances douteuses brutes (p)	14 676	15 040	16 420	2,5%	9,2%
Total encours brut (p)	692 075	741 398	817 611	7,1%	10,3%

(p) : Chiffres provisoires

Incidents de paiements

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	nov.-10	1 416	-7,8%	-12,3%
	cumulés	nov.-10	18 777	-	0,5%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	nov.-10	200	-2,9%	28,8%
	cumulés	nov.-10	1 909	-	12,4%

** MM3 : Moyenne mobile sur trois mois*

Interdits bancaires

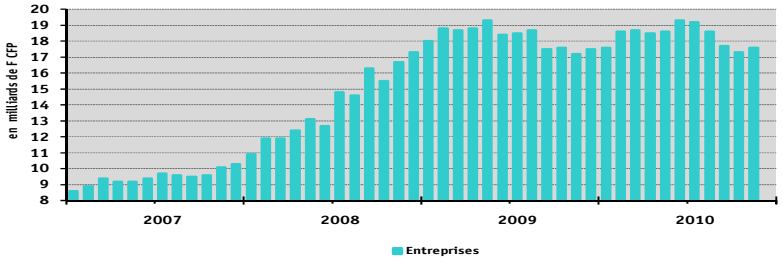
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	nov.-10	6 215	-1,3%	4,0%
	dont personnes physiques	nov.-10	5 543	-1,1%	4,0%
	dont personnes morales	nov.-10	672	-2,7%	3,9%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	nov.-10	8 030	3,3%	5,5%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	nov.-10	3 469	6,0%	16,6%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	nov.-10	17,6	1,4%	2,3%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var
Indice des prix à la consommation	nov	131,7	135,5	2,9
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	sept	48 010	51 842	8,0%
dont nb d'entreprises individuelles (a)	sept	41 906	45 581	8,8%
créations d'entreprises	sept	3 490	3 947	13,1%
cessations d'entreprises (p)	sept	1 867	1 776	-4,9%
liquidations judiciaires (nb)	sept	68	110	61,8%
redressements judiciaires (nb)	sept	61	60	-1,6%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	nov	647	672	3,9%
ventes de ciment local (tonnes)	nov	127 053	147 881	16,4%
importations ciment (tonnes)	nov	1 712	764	-55,3%
total ciment (tonnes)	nov	128 765	148 645	15,4%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	20 808	26 004	25,0%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	nov	8 306	8 117	-2,3%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct	3 298	3 587	8,8%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	82 489	84 886	2,9%
dont secteur privé	juin	58 797	60 920	3,6%
dont secteur public	juin	23 692	23 966	1,2%
demandes d'emploi de fin de mois	oct	7 120	6 602	-7,3%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	7 143	7 564	5,9%
chômeurs indemnisés	oct	1 823	1 770	-2,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	nov	742,4	781,1	5,2%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	nov	5 328	5 543	4,0%
décisions retraits cartes bancaires	nov	1 699	1 909	12,4%
incidents paiements sur chèques	nov	18 677	18 777	0,5%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	oct	6 034	6 063	0,5%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	nov	13 636	15 271	12,0%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	19 262	21 489	11,6%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	10 673	12 006	12,5%
Echanges				
nombre de touristes	oct	81 911	79 000	-3,6%
nombre de croisièristes	oct	109 638	147 756	34,8%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	sept	57,2%	54,8%	-2,4pt
moyenne des cours du nickel au LME en $/lb sur l'année	nov	6,54	9,79	49,7%
cours du nickel au LME en $/lb	nov	7,70	10,39	34,9%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	2 642	3 525	33,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	oct	10 648	20 186	89,6%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	42 820	46 095	7,6%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	49 889	73 911	48,1%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	1079	737	-31,7%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 317	1 011	-23,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	61 855	95 109	53,8%
part de ces produits dans le total des exportations	oct	92%	96%	3,91pt
total des importations (M FCFP)	oct	181 351	232 852	28,4%
total des exportations (M FCFP)	oct	67 432	99 444	47,5%
taux de couverture	oct	37,18%	42,71%	5,5pts
recettes douanières (M FCFP)	nov	37 098	40 965	10,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	oct	190 346	216 794	13,9%
M1	oct	203 307	230 796	13,5%
M2	oct	290 527	320 248	10,2%
Dépôts à termes	oct	142 490	168 393	18,2%
M3	oct	433 384	488 800	12,8%
P1	oct	4 130	3 982	-3,6%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	4,97%	0,03 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,65%	4,32%	-0,33 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,31 %	4,75 %	-0,57 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,03 %	17,91 %	0,88 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	741 398	817 611	10,3%
Ménages	sept	317 175	349 717	10,3%
dont crédits à la consommation	*sept*	*65 236*	*67 671*	*3,7%*
dont crédits à l'habitat	*sept*	*250 726*	*277 786*	*10,8%*
Entreprises	sept	364 064	394 904	8,5%
dont crédits d'exploitation	*sept*	*76 084*	*71 592*	*-5,9%*
dont crédits d'investissement	*sept*	*201 075*	*214 814*	*6,8%*
dont crédits à la construction	*sept*	*79 611*	*99 471*	*24,9%*
Collectivités locales	sept	35 134	52 605	49,7%
dont d'investissement	*sept*	*31 421*	*44 672*	*42,2%*
Autres agents de CCB non ventilés	sept	9 985	3 964	-60,3%
créances douteuses brutes	sept	15 040	16 420	9,2%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,0%	2,0%	-0,02 pt
ensemble des actifs financiers	sept	527 346	591 988	12,3%
Ménages	sept	297 045	311 563	4,9%
Sociétés	sept	158 490	194 595	22,8%
Autres agents	sept	71 812	85 830	19,5%
dont assurances-vie	*sept*	*81 162*	*85 935*	*5,9%*

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Fidji : l'agriculture et le tourisme privilégiés au budget 2011

Le vendredi 26 novembre, le gouvernement des îles Fidji a présenté son budget primitif 2011. Déterminé à sauver l'industrie de la canne à sucre, le gouvernement fidjien a annoncé un effort supplémentaire de 100 millions de dollars fidjiens pour permettre de renflouer un secteur sucrier au bord de la faillite. Néanmoins le principal moteur de l'économie fidjienne demeure le secteur du tourisme qui s'approche de son objectif de six cent mille touristes pour 2010. Dans le cadre du soutien apporté aux secteurs phares de l'économie des îles Fidji, le secteur du tourisme bénéficie d'une dotation de 23,5 millions de dollars fidjien (la même que les deux années précédentes). L'objectif est de positionner Fidji comme la destination la plus attractive du Pacifique. Coté recettes, ce sont les taxes qui vont augmenter à partir du 1er janvier 2011, la principale hausse concerne le taux de la TVA qui passera de 12,5 % à 15 %. Dans le cadre de la protection des industries locales, une série de hausse des droits d'importation à été annoncée, concernant notamment les jus de fruits et les légumes. La taxe sur les tabacs et alcools sera par ailleurs augmentée de 3 %.

Croissance démographique en Nouvelle Zélande

Selon les dernières statistiques publiées par l'agence nationale « Statistics New Zealand », la population néo-zélandaise s'élèverait à 4,38 millions d'habitants. Ce chiffre, arrêté au 30 septembre 2010, représente une augmentation de 1,1 % par rapport à septembre 2009. Cette croissance démographique résulte de la conjugaison de deux facteurs naturels, d'une part la natalité endogène (+35 400) et d'autre part le solde migratoire (+13 900). Statistics New Zealand établit par ailleurs un âge moyen à 35,5 ans pour les hommes et 37,7 ans pour les femmes.

Séisme entre Fidji et Wallis et Futuna

Un puissant séisme de magnitude 6,1 sur l'échelle ouverte de Richter s'est produit le jeudi 2 novembre à 5h01 heure locale entre le Nord ouest des îles Fidji et la collectivité de Wallis-et-Futuna, rapporte l'institut géophysique américain USGS, basé à Denver (Colorado). L'épicentre de cette secousse tellurique sous-marine a été localisé à quelque 195 kilomètres à l'Est-nord-est de la ville fidjienne de Labasa, chef-lieu de l'île de Vanua Levu et à 190 kilomètres au Sud-sud-ouest du royaume de Sigavé (île de Futuna), à une profondeur d'une dizaine de kilomètres en-dessous du niveau de la mer. Aucun dégât, ni blessé n'a été signalé et aucune alerte au tsunami n'a été lancée à la suite de cet événement.

3 – Brèves locales

Extension et aménagement du port de commerce de Mata'utu

Les travaux de réfection du wharf de Mata'utu, correspondant au 2nd volet du 9e FED Territorial dont la convention de financement a été signée en 2007, ont commencé le 25 octobre dernier. Ils prévoient un agrandissement de la plateforme de plus de 60 m en largeur et de 150 m en profondeur. Le chantier mené par l'entreprise Boyer de Papeete et supervisé par le service des Travaux Publics se divise en 2 lots. Le 1er lot correspond aux travaux d'infrastructures (70 % du budget), actuellement en cours pour une période de 12 mois. Le lot 2, qui débutera en octobre 2011, comprend les travaux de superstructures (bâtiments pour les services des Douanes, les services vétérinaires etc...). Le coût total des travaux s'élève à un peu plus d'un milliard de F CFP. L'objectif est d'avoir un port de commerce opérationnel qui respecte les normes internationales.

Fin des premiers travaux de l'Agence de Santé

La phase 1 du programme d'investissement de l'Agence de Santé, débuté en 2006, s'est achevée à fin novembre 2010, avec de nombreuses réalisations à la clé : la réhabilitation des dispensaires et de la maternité, la construction d'un pôle administratif et d'un pôle santé destiné à la prévention, la restructuration du service des urgences, la réfection complète des voies, réseaux et parkings... Ces travaux ont pu être financés sur concours AFD et par le biais de la Convention de Développement 2003-2007, pour un budget total de 840 millions de F CFP.

Les efforts d'investissement de l'Agence de Santé doivent se poursuivre, avec l'achat programmé d'équipements médicaux (120 millions de F CFP), ainsi qu'un ensemble de travaux d'amélioration et de mise aux normes prévues à partir de 2011 pour près de 700 millions de F CFP, financés au titre du Contrat de Développement 2007-2011.

Des études complémentaires seront aussi réalisées en 2011 afin de réviser les priorités de la phase 2 du plan pluriannuel d'investissement de l'Agence, qui s'appuie sur un programme technique datant de 2006. Le souhait de l'Agence de Santé est d'améliorer la prise en charge du curatif et du préventif, tant à Wallis qu'à Futuna.

Ouverture de la session budgétaire de l'Assemblée territoriale

Mardi 7 décembre, les représentants de l'Etat et les élus du Territoire se sont réunis à l'Assemblée territoriale pour l'ouverture de la session budgétaire relative au vote du budget primitif 2011. Pour 2011, le budget principal du Territoire s'élève à 2,6 milliards de F CFP, en diminution par rapport aux 2 années précédentes. Ce budget est, comme les exercices précédents, consacré presqu'exclusivement à la section de fonctionnement (99% du budget principal) : les dépenses de personnel constituent le principal poste, soit 43,8 % du budget. La section d'investissement du Territoire est quant-à-elle limitée à son strict minimum, avec 28 millions de F CFP.

Changement de majorité à l'Assemblée Territoriale

Faisant habituellement suite à l'ouverture de la session budgétaire annuelle du Territoire, le vote du bureau 2011 de l'Assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna a révélé une nouvelle majorité. En effet, après 3 années de présidence par M Victor BRIAL d'obédience UMP, M Siliako LAUHEA, appartenant au mouvement socialiste UPWF, a été élu nouveau Président de l'Assemblée Territoriale, pour une période d'un an, avec 12 voix contre 8 suite à une nouvelle alliance formée avec les élus du Centre. Ancien responsable de la Commission des Sports à l'Assemblée et élu territorial depuis 12 ans, M Siliako LAUHEA, interviendra dans ses nouvelles fonctions en ayant comme vice président M Petelo LIE et comme première Secrétaire Mme Nivaleta ILOAI.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3eT 2010	104,5	-	3,4%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3%	3%
Nombre d'emplois salariés		mars-10	2 024	-	2%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	nov-10	640	50,9%	59,2%
	cumulées	nov-10	5 171	-	19,1%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	nov-10	110	77,8%	110%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	nov-10	857	-	8,5%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	nov-10	364	-	-1,2%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			**Données brutes**	**▲/mois**	**▲/an**
Energie					
Production nette d'electricité (milliers de kWh)		3eT 2010	4 707	-	-6,8%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	oct-10	669	2,4%	-6%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	oct-10	187	16,5%	-1%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	nov-10	2 381	15%	-7,5%
	cumulé	nov-10	25 673	-	4,4%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	nov-10	1 004	-13%	-18,4%
	cumulé	nov-10	11 692	-	-2,3%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	nov-10	5	0%	0%
	cumulées	nov-10	47	-	-13,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		nov-10	12	-29%	20%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Hausse de la M3 sur le mois et sur l'année

en millions de F CFP	oct-09	sept-10	oct-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 935	1 975	2 011	1,8%	3,9%
Dépôts à vue	1 909	2 689	2 939	9,3%	54,0%
Total M1	**3 845**	**4 663**	**4 950**	6,1%	28,7%
M2-M1	611	543	547	0,7%	-10,5%
Total M3	**5 153**	**5 722**	**6 014**	**5,10%**	**16,7%**

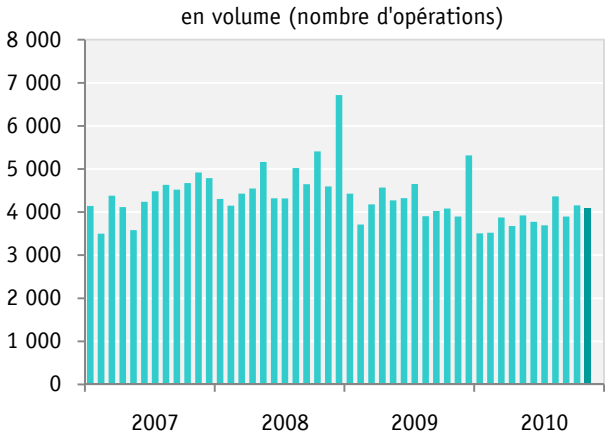
Concours à caractère bancaire

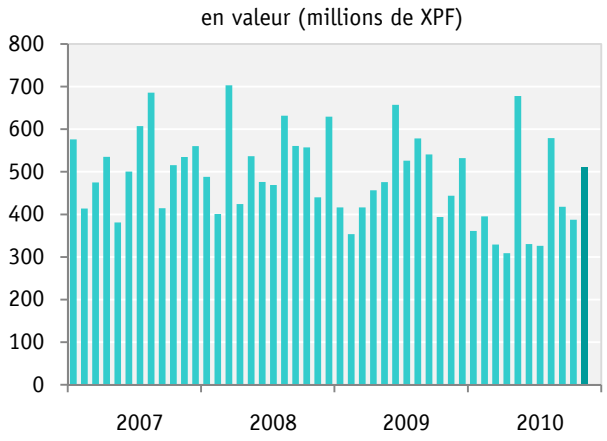
Poursuite de la baisse des concours bancaires

en millions de F CFP	sept-08	sept-09	sept-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	1 000	995	826	-0,5%	-17%
Crédits à l'équipement	1 714	1 503	1 332	-12,3%	-11,4%
Crédits à l'habitat	656	507	374	-22,7%	-26,2%
Autres crédits	400	378	456	-5,6%	20,5%
Sous total	3 771	3 383	2 987	-10,3%	-11,7%
Créances douteuses brutes	707	763	777	7,9%	1,9%
Total	**4 478**	**4 146**	**3 764**	**-7,4%**	**-9,2%**

Forte hausse des opérations de compensation en valeur sur le mois

	nov-09	oct-10	nov-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 897	4 156	4 100	42 480	-1,3%	5,2%
Compensation (en millions de CFP)	444	388	512	4 625	32,0%	15,3%





Incidents bancaires

Baisse générale des incidents de paiement par chèque

en nombre	nov-09	oct-10	nov-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	56	68	44	761	-35,3%	-21,4%
Retraits de cartes bancaires	1	0	1	22	-	0,0%

Interdits bancaires

Poursuite de la baisse des interdits bancaires chez les personnes physiques sur le mois et sur l'année

en nombre	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	**443**	**446**	**435**	-2,5%	**-1,8%**
- dont personnes physiques	432	434	423	-2,5%	**-2%**
- dont personnes morales	11	12	12	0%	**9%**

Cotation

Diminution du nombre d'entreprises éligibles sur l'année

en nombre	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Cotes valides	**48**	**40**	**40**	**0%**	**-17%**
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	12	12	0%	-29,4%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	sept	101,03	104,5	3%
Entreprises				
nombre d'entreprises	sept	700	625	-11%
créations	sept	13	11	-15%
fermetures	sept	5	75	1400%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	nov	11	12	9%
importations de biens d'équipement (M XPF)	nov	636	691	9%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	nov	80	104	30%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov	71	59	-17%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	1 992	2024	2%
dont secteur privé	mars	779	845	8%
dont secteur public	mars	1 213	1179	-3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1er avril 2010	472	486,4	3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	nov	432	423	-2%
décision retrait cartes bancaires	nov	15	22	47%
incidents paiements sur chèques	nov	1 033	761	-26%
importations de produits alimentaires (M XPF)	nov	1 260	1619	29%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	nov	618	628	2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	nov	194	214,9	11%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	nov	72	47	-35%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	nov	4 342	5171	19%
exportations	nov	-	-	-
recettes douanières	nov	1 168	1231	5%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	nov	790	857	8%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	nov	369	364	-1%
Indicateurs financiers				
Dépôts à vue	oct	1 909	2 939	54%
M1	oct	3 845	4 951	29%
M2	oct	4 456	5 947	33%
Dépôts à terme	oct	697	516	-26%
M3	oct	5 153	6 014	17%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	sept	1 510	1219	-19%
dont crédits à la consommation	sept	*999*	846	-15%
dont crédits à l'habitat	sept	*507*	374	-26%
Entreprises	sept	1 387	1123	-19%
dont crédits d'exploitation	sept	*228*	*64*	*-72%*
dont crédits d'investissement	sept	1 140	1 009	-11%
dont crédits à la construction	sept	*0*	0	-
Collectivités locales	sept	363	322	-11%
Autres agents et CCB non ventilés	sept	124	84	-32%
créances douteuses brutes	sept	763	777	2%
taux de créances douteuses	sept	18,4%	23%	+ 4,6 pt
ensemble des actifs financiers				
Ménages	sept	2 725	2 990	10%
Sociétés	sept	2 301	1 302	-43%
Autres agents	sept	4 075	4 850	19%
dont assurances-vie	sept	795	883	11%

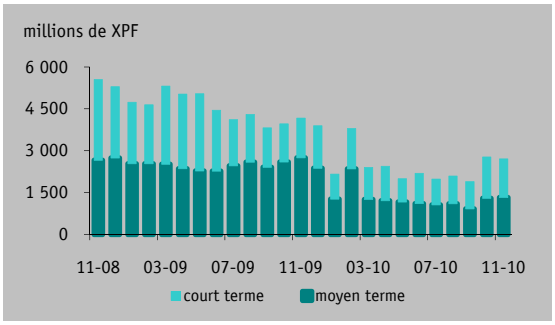
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile

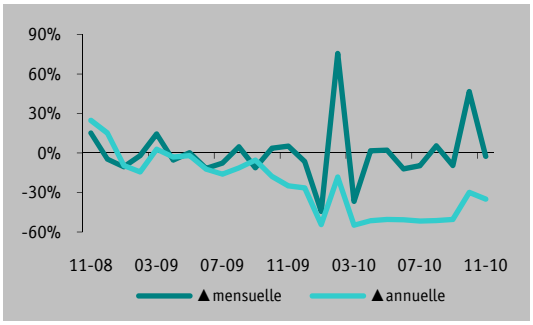
2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Nouvelle baisse du refinancement en novembre

en millions de F CFP	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 426	1 490	1 388	-6,8%	-2,7%
Utilisations à moyen terme	2 748	1 293	1 324	2,4%	-51,8%
Refinancement total	**4 174**	**2 783**	**2 712**	-2,6%	-35,0%





Cotation

Hausse du nombre d'entreprises éligibles au refinancement de l'IEOM

en nombre	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	4 892	6 288	6 332	0,7%	29,4%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	*1 419*	*1 184*	*1 196*	1,0%	-15,7%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 285	1 398	1 438	2,9%	11,9%

Compensation

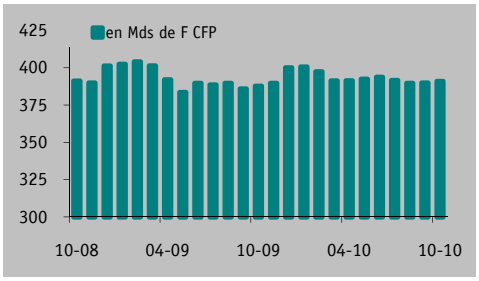
Recul sur le mois et en cumul annuel des valeurs échangées

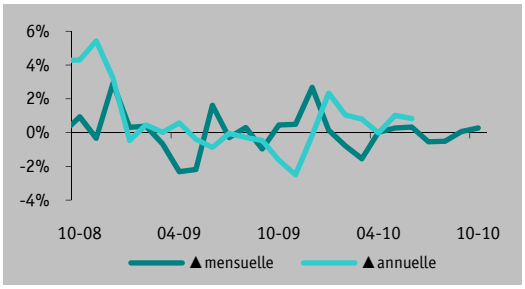
	oct-10	nov-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	960 283	993 790	**3,5%**	10 702 925	**-5,6%**
Montant (millions de F CFP)	*93 077*	*88 994*	**-4,4%**	*995 523*	**-3,0%**

Masse monétaire

Progression de M3 en octobre avec une augmentation sensible des dépôts à vue

en millions de F CFP	oct-09	sept-10	oct-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 206	14 345	14 222	-0,9%	0,1%
Dépôts à vue	150 696	150 933	155 650	3,1%	3,3%
Comptes sur livrets	107 798	109 385	108 212	-1,1%	0,4%
Comptes d'épargne logement	214	221	219	-0,7%	2,3%
Dépôts à terme	104 423	110 829	108 297	-2,3%	3,7%
Autres	10 299	4 101	4 353	6,1%	-57,7%
Total M3	**387 636**	**389 814**	**390 953**	**0,3%**	**0,9%**

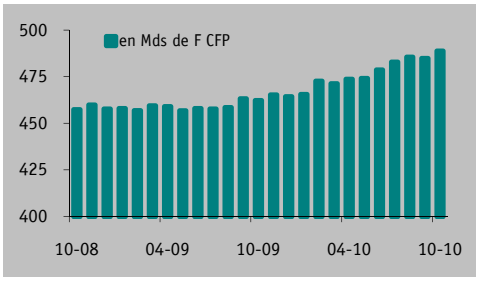


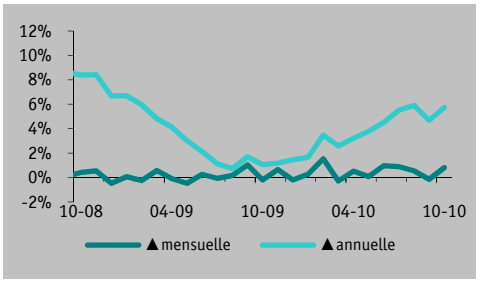


Concours des banques locales à l'économie

Hausse de l'encours global sur le mois soutenue par les découverts bancaires et les crédits d'équipement

en millions de F CFP	oct-09	sept-10	oct-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	131 815	139 128	138 704	-0,3%	5,2%
Crédits d'équipement	65 959	61 986	62 692	1,1%	-5,0%
Crédits à l'habitat	154 722	154 919	155 532	0,4%	0,5%
Autres crédits	71 596	80 694	83 677	3,7%	16,9%
Créances dout. brutes	38 028	47 994	48 038	0,1%	26,3%
Total CCB	**462 120**	**484 721**	**488 643**	**0,8%**	**5,7%**

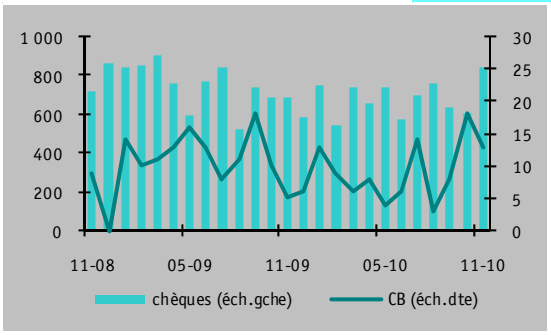


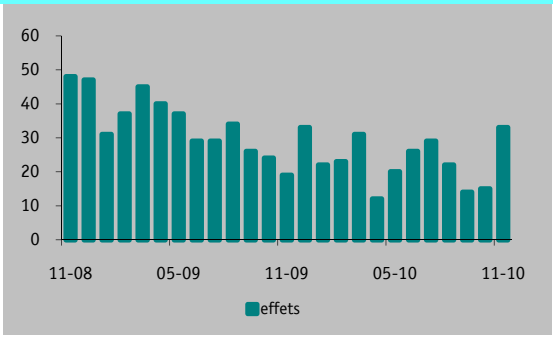


Incidents de paiement

Forte recrudescence du nombre d'incidents de paiement en novembre

en nombre	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	**709**	**639**	**884**	**38,3%**	**24,7%**
- sur chèques	685	606	838	38,3%	22,3%
- sur effets	19	15	33	120,0%	73,7%
- retraits de cartes bancaires	5	18	13	-27,8%	160,0%





Interdits bancaires

Faible progression sur le mois

en nombre	nov-09	oct-10	nov-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	**3 885**	**3 769**	**3 804**	**0,9%**	**-2,1%**
- dont personnes physiques	3 450	3 333	3 364	0,9%	-2,5%
- dont personnes morales	435	436	440	0,9%	1,1%

3 – Brèves économiques locales

Défiscalisation métropolitaine

Adoption d'une ordonnance relative à la défiscalisation sur le logement intermédiaire dans l'outre-mer du Pacifique

La Loi pour le développement de l'outre-mer (LODEOM) a prévu la réorientation de la défiscalisation en matière immobilière vers le logement social et l'extinction du dispositif « Girardin » en 2012. Craignant la perte d'un soutien à l'investissement, les élus ultramarins ont obtenu du gouvernement français la mise en œuvre d'un dispositif relais spécifique à l'outre-mer du Pacifique.

Fin novembre, le Conseil des ministres français a donc pris une ordonnance portant sur la défiscalisation dans le logement intermédiaire. Calquée sur le modèle de la loi Scellier (22,2 % de crédits d'impôts octroyés sur le prix d'acquisition d'un appartement à but locatif, pour une durée minimale de location de 9 ans), elle offre la possibilité à des investisseurs métropolitains d'obtenir un crédit d'impôt représentant 40 % du prix d'achat du bien immobilier, avec une condition de durée de location de 5 ans.

Le logement social

Point sur les réalisations du Contrat de projet au cours de la réunion du COPIL du 4 novembre

La réunion du comité de pilotage du Contrat de projets 2008-2013 (COPIL) a permis de faire le bilan de l'avancement des opérations prévues au 15 octobre 2010. Sur les 56 milliards d'investissements budgétés, 16,6 milliards ont été programmés, soit 30 % du total, mais seule la moitié a été engagée. Le volet logement social présente en effet un retard important (moins d'un milliard sur 26 milliards de F CFP inscrits au départ), principalement en raison de problèmes d'accès au foncier. Le Haut-Commissaire a souligné le risque de perte des crédits à défaut d'une avancée significative des projets. Pour 2011, le COPIL a programmé 12,7 milliards de F CFP, dont 5,8 milliards pour le logement social.

Projet de cession gratuite de terrains de l'Etat

Le 4 novembre, Mme Penchard, ministre de l'outre-mer a présenté au Parlement un amendement offrant la possibilité de cession gratuite de terrains appartenant à l'Etat[1]. La commission des finances y a ajouté deux conditions : la définition d'un seuil minimal de 30 % de la surface cédée à affecter au logement social et l'obligation d'effectuer le programme dans un délai maximal de cinq ans. En Polynésie française, le domaine Labbé (Pirae, côte est de Tahiti) pourrait être concerné, l'EAD (Etablissement d'aménagement et de développement) ayant un projet de construction de lotissement social de 120 logements sur ce site.

Création d'un pôle entreprises à la CCISM

Un nouvel appui logistique aux entreprises

Le 25 novembre, la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) a inauguré son pôle entreprises. Son objectif est de simplifier les démarches administratives des entreprises en proposant un guichet unique, issu du regroupement de divers services. Ses missions concrètes passent par l'appui logistique au chef d'entreprise (transfert de connaissance en matière juridique, fiscale et sociale, initiation à la comptabilité, au marketing, à la commercialisation, aux formalités pour l'import/export ...).

Financement du RSPF

La Polynésie demande la réactivation de la convention santé

Jusqu'en 2006, l'Etat apportait une contribution de 3 milliards de F CFP, négociée chaque année, au financement du Régime de solidarité de Polynésie française (RSPF). Réduite en 2007 à 1,9 milliard, elle a été abandonnée par le ministre de l'outre-mer, les élus polynésiens n'ayant pas soulevé la question de son renouvellement.
Le président Tong Sang, en déplacement à Paris fin novembre, a demandé sa réactivation à Mme Berra, secrétaire d'Etat en charge de la santé.

Dotations de l'Etat pour l'éducation en Polynésie française

Doublement en 2011 des dotations pour les constructions scolaires

L'Etat va consacrer 322 millions de F CFP aux collèges et lycées de Polynésie française en 2011, soit deux fois plus qu'en 2010. Ce montant est destiné à la rénovation et à la réhabilitation de plusieurs établissements (3 collèges : Moorea, Bora Bora, Papeete-Taunoa).
Jusque-là régie par une convention avec la Polynésie française, la part du financement de l'éducation apportée par l'Etat devrait prochainement être assurée par la dotation globale de compensation (DGC). Intégrée à la Loi de finances, celle-ci devra couvrir les besoins du système éducatif polynésien (formations initiale et continue, transports et constructions scolaires...).
La mise en place de la DGC sera assurée par une commission d'évaluation des charges, qui doit être prochainement créée par décret. Le ministre polynésien de l'éducation souhaite, pour sa part, que le versement des salaires des enseignants reste à la charge de l'Etat.

Amélioration du recouvrement des impôts

7,7 milliards de F CFP d'impôts impayés recouvrés en 2010

Les efforts opérés en matière de recouvrement des impôts depuis deux ans ont généré des résultats supérieurs aux attentes. Alors que le gouvernement avait inscrit 6,5 milliards de F CFP d'impôts recouvrés dans les recettes du budget 2010, le montant réalisé s'élève à 7,7 milliards de F CFP. Dans le projet de budget 2011, le gouvernement a prévu un montant de 6 milliards d'impôts à récupérer.

[1] La règle qui prévaut actuellement est la vente à la valeur vénale avec une décote autorisée maximale de 35 %.

4 – Brèves économiques régionales

Fusion des bourses de Sydney et de Singapour

Emergence de la cinquième plate-forme boursière du monde

Le 25 octobre 2010, la bourse de Singapour (SGX) a lancé une offre publique d'achat de 8,2 milliards de US$ sur celle de Sydney (ASX). L'opération devrait être bouclée d'ici à la fin du premier semestre 2011, une fois obtenu l'aval des autorités de la concurrence des deux pays et des actionnaires.

La synergie entre la SGX, qui a un accès privilégié au marché chinois, en pleine expansion, et l'ASX, qui possède un poids non négligeable dans le secteur des matières premières, pourrait permette au nouvel ensemble de concurrencer les plus importantes places de la zone Asie (Shanghai, Hong Kong). Forte d'une capitalisation d'environ 1 900 milliards de US$, cette plate-forme se placerait au cinquième rang mondial des places boursières.

Croissance du PIB décevante au troisième trimestre en Australie

Ralentissement de la croissance

Après une progression de 1,1 % au deuxième trimestre, le PIB australien n'a augmenté que de 0,2 % au troisième trimestre, bien en dessous du consensus des économistes (0,4 %). La hausse des dépenses des ménages (+ 0,6 %) et de l'investissement (+ 0,9 %) a été compensée par une forte baisse des exportations nettes, qui ont apporté une contribution négative de 0,4 % à la croissance du PIB.

Pénalisées par le renforcement du dollar australien, les exportations ont en effet reculé de 2,4 % sur le trimestre, soit leur plus forte baisse depuis le deuxième trimestre 2003.

En comparaison annuelle, le PIB s'accroît de 2,7 % (+3,3 % au deuxième trimestre 2010).

Abaissement des perspectives sur la note souveraine néo-zélandaise

Situation financière du pays jugée instable par l'agence Standard & Poors.

Le 22 novembre, l'agence Standard & Poor (S&P) a annoncé qu'elle abaissait ses perspectives sur la note souveraine de la Nouvelle-Zélande de « stable » à « négative », en raison de la dégradation de sa situation financière, dans un contexte de faible flexibilité fiscale, et du risque crédit de son secteur bancaire.

Selon S&P, l'économie néo-zélandaise, en raison de son ouverture et de son manque de diversification, est très exposée aux chocs externes.

Les indicateurs de référence

		date	2009	m-1	2010	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)		nov.	101,8	103,9	103,6	-0,2%	1,8%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)		sept.	122,7	120,9	120,7	-0,2%	-1,6%
Commerce extérieur	*Exportations (en M F CFP)*	sept.	272	1 067	1 073	0,5%	294,8%
	Importations (en M F CFP)	sept.	11 847	13 631	13 772	1,0%	16,3%
							(source : ISPF)
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)		sept.	1 863	2 128	2 012	-5,5%	8,0%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)		oct.	200	168	154	-8,3%	-23,0%
	Camions	oct.	11	6	2	-66,7%	-81,8%
	Camionnettes	oct.	189	162	152	-6,2%	-19,6%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)		nov.	435	436	440	0,9%	1,1%
							(sources : ISPF,IEOM)
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)		sept.	2 082	2 186	1 979	-9,5%	-5,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)		sept.	2 685	3 011	3 012	0,0%	12,2%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)		oct.	423	369	367	-0,5%	-13,2%
Personnes physiques en interdiction bancaire		nov.	3 450	3 333	3 364	0,9%	-2,5%
							(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)		sept.	2	616	692	12,3%	ns
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)		sept.	105	102	76	-25,9%	-27,8%
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)		sept.	97	55	109	98,2%	12,4%
Importations de bois transformé (en M F CFP)		sept.	97	147	204	38,6%	110,8%
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)		sept.	4	2	19	860,0%	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)		sept.	43	63	51	-19,4%	17,9%
Tourisme							
Trafic aérien (nb)		sept.	43 268	53 747	42 777	-20,4%	-1,1%
Nombre de touristes		juillet	16 853	12 119	17 790	46,8%	5,6%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)		oct.	53,2%	66,4%	71,1%	+ 4,7 pts	+ 18 pts
							(sources : ISPF,CPH)
Indicateurs financiers							**(Encours banques locales en M FCFP)**
Dépôts							
Ménages							
	Dépôts à vue	oct.	58 687	58 620	58 327	-0,5%	-0,6%
	Comptes sur livret	oct.	100 770	103 038	102 809	-0,2%	2,0%
	Dépôts à terme	oct.	56 973	50 687	51 607	1,8%	-9,4%
Entreprises							
	Dépôts à vue	oct.	70 622	76 963	80 111	4,1%	13,4%
	Dépôts à terme	oct.	36 736	44 608	43 878	-1,6%	19,4%
Encours bancaires							
Ménages							
	Crédits de trésorerie	oct.	89 943	85 926	85 816	-0,1%	-4,6%
	Crédits à l'habitat	oct.	129 056	131 965	132 356	0,3%	2,6%
Entreprises							
	Crédits de trésorerie	oct.	40 231	51 034	50 938	-0,2%	26,6%
	Crédits d'équipement	oct.	56 710	52 834	53 421	1,1%	-5,8%
Créances douteuses							
	Créances douteuses brutes	oct.	37 983	47 409	47 992	1,2%	26,3%
							(source : IEOM)

PARIS
décembre 2010

La Lettre de l'Institut d'émission

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,30% à 5,75% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2010
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/11/2010	28/10/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	0,5390%	0,7850%	- 0,246 pt	0,4100%	+ 0,129 pt
EURIBOR 1 mois	0,8100%	0,8470%	- 0,037 pt	0,4530%	+ 0,357 pt
EURIBOR 3 mois	1,0280%	1,0450%	- 0,017 pt	0,7000%	+ 0,328 pt
EURIBOR 6 mois	1,2600%	1,2670%	- 0,007 pt	0,9940%	+ 0,266 pt
EURIBOR 12 mois	1,5300%	1,5380%	- 0,008 pt	1,2480%	+ 0,282 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/11/2010	28/10/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,5777%	0,6967%	- 0,158 pt	0,3476%	+ 0,191 pt
EURIBOR 1 mois	0,8330%	0,7830%	+ 0,050 pt	0,4790%	+ 0,354 pt
EURIBOR 3 mois	1,0420%	0,9970%	+ 0,045 pt	0,7120%	+ 0,330 pt
EURIBOR 6 mois	1,2690%	1,2240%	+ 0,045 pt	0,9950%	+ 0,274 pt
EURIBOR 12 mois	1,5400%	1,4960%	+ 0,044 pt	1,2420%	+ 0,298 pt
TMO	3,2500%	3,0200%	+ 0,230 pt	3,7400%	- 0,490 pt
TME	3,0500%	2,8200%	+ 0,230 pt	3,5400%	- 0,490 pt
TRBOSP	3,3700%	3,1600%	+ 0,210 pt	3,7600%	- 0,390 pt

Définitions
EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
date	30/11/2010	28/10/2010	31/12/2009	30/11/2010	28/10/2010	31/12/2009	30/11/2010	28/10/2010	31/12/2009
taux JJ	0,250%	0,300%	0,145%	0,140%	0,095%	0,430%	0,500%	0,530%	0,465%
3 mois	0,435%	0,405%	0,375%	0,350%	0,150%	0,305%	0,800%	0,900%	2,850%
10 ans emprunts phares	2,790%	2,690%	3,840%	1,180%	0,900%	nd	3,240%	3,140%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,05%
Prêts à taux fixe	5,60%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,09%
Prêts à taux variable	5,05%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,79%
Prêts relais	6,27%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,59%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,60%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,32%	**Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale**	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,32%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,15%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,59%

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	91,8078	1 NZD/XPF	67,9682	1 HKD/XPF	11,8175	1 GBP/XPF	142,4516
100 JPY/XPF	109,4787	1 AUD/XPF	87,7762	1 SGD/XPF	69,3024	100 VUV/XPF	93,9627	1 FJD/XPF	49,8628

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX
Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS
Dépôt légal : décembre 2010 – Achevé d'imprimer le 13 décembre 2010 – N°ISSN 1955-8376